



CHAPITRE 56

CHAPTER 56

Loi de l'Office du crédit industriel du Québec Industrial Credit Bureau Act

[Sanctionnée le 12 août 1967]

[Assented to 12th August 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

SECTION I

DIVISION I

CONSTITUTION DE L'OFFICE

INCORPORATION OF THE BUREAU

Office
institué.

1. Un organisme, ci-après appelé « l'Office », est institué sous le nom, en français, de « Office du crédit industriel du Québec », et, en anglais, de « Quebec Industrial Credit Bureau ».

1. There shall be a body, hereinafter called "the Bureau", under the name of "Quebec Industrial Credit Bureau" in English and "Office du crédit industriel du Québec" in French.

Agent de
la couronne.
Pouvoirs.

2. L'Office est un agent de la couronne du chef de la province.

2. The Bureau shall be an agent of the Crown in right of the Province.

L'Office est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

The Bureau shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation, with such special powers as are assigned to it by this act.

Siège
social.

3. L'Office a son siège social dans la ville de Québec; il peut toutefois le transporter dans une autre localité déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

3. The corporate seat of the Bureau shall be in the city of Quebec, but it may transfer it to another locality determined by the Lieutenant-Governor in Council; such change shall come into force upon publication of a notice thereof in the *Quebec Official Gazette*.

Séances.

L'Office peut tenir ses séances à tout endroit de la province.

The Bureau may hold its sittings at any place in the Province.

Formation.

4. L'Office est formé de son directeur général qui en est aussi le président et

4. The Bureau shall consist of the general manager, who shall also be

de huit autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui désigne le vice-président parmi eux; de ces huit membres, trois sont choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou d'un agent de la couronne du chef de la province.

Directeur
général.

Le directeur général est nommé et rémunéré suivant la Loi de la fonction publique; le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, s'il y a lieu, les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun des huit autres membres.

Mandat
des mem-
bres.

5. Les membres de l'Office autres que le directeur général sont nommés pour trois ans et ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Idem.

Cependant le mandat de deux des premiers membres autres que le directeur général est d'un an et celui de trois autres de ces membres est de deux ans.

Idem.

Nonobstant l'expiration de leur mandat, les membres de l'Office demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacances.

6. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre de l'Office est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.

Renouvel-
lement.

Le mandat d'un membre de l'Office n'est renouvelable qu'une fois consécutivement.

Absence
du prési-
dent.

7. Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; lorsqu'un autre membre est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité, par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe ses honoraires.

Devoirs
du direc-
teur gé-
néral.

8. Le directeur général est responsable de l'administration de l'Office dans le cadre des règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil et de ceux de l'Office.

president thereof, and eight other members appointed by the Lieutenant-Governor in Council, who shall designate one of them vice-president; of such eight members, three shall be chosen from among the officers of the government or of an agent of the Crown in right of the Province.

The general manager shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act; the Lieutenant-Governor in Council shall, if necessary, fix the fees, allowances or salary, or the additional salary, as the case may be, of each of the eight other members.

General
manager.

5. The members of the Bureau other than the general manager shall be appointed for three years and shall remain in office until reappointed or replaced.

Term of
office of
members.

Nevertheless, the term of office of two of the first members, other than the general manager, shall be one year and that of three others of such members shall be two years.

Idem.

Notwithstanding the expiry of their term of office, the members of the Bureau shall remain in office until reappointed or replaced.

Idem.

6. Any vacancy occurring during the term of office of a member of the Bureau shall be filled for the unexpired portion of the term of office of the member to be replaced.

Vacancies.

The term of office of a member of the Bureau shall not be renewed consecutively more than once.

Renewal.

7. In the case of inability to act of the president by reason of absence or illness, he shall be replaced by the vice-president; whenever another member is so unable to act, he may be replaced by a person appointed to exercise his functions while he is unable to act, by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his remuneration.

Absence
of presi-
dent.

8. The general manager shall be responsible for the administration of the Bureau within the scope of the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council and of the by-laws of the Bureau.

Duties of
general
manager.

Personnel. **9.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de l'Office sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique.

9. The secretary and the other officers and employees of the Bureau shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.

Immunité. **10.** Le directeur général et les autres membres de l'Office, de même que ses fonctionnaires et employés, ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

10. The general manager and the other members of the Bureau, and the officers and employees thereof, cannot be sued for official acts performed in good faith in the exercise of their functions.

Procès-verbaux authentiques. **11.** Les procès-verbaux des séances de l'Office, certifiés par le directeur général ou le secrétaire, sont authentiques.

11. The minutes of the sittings of the Bureau, certified by the general manager or the secretary, shall be authentic.

Année financière. **12.** L'année financière de l'Office se termine le 31 mars de chaque année.

12. The fiscal year of the Bureau shall end on the 31st of March each year.

Rapports mensuels. **13.** L'Office doit faire au ministre de l'industrie et du commerce, dans les quinze jours qui suivent l'expiration de chaque mois, un rapport détaillé de ses opérations pour ce mois. Ce rapport doit notamment mentionner tous les prêts, achats et ventes effectués par l'Office et les garanties qu'il a consenties, le montant de chacune de ces opérations, la nature et l'étendue des garanties exigées ou retenues, une description sommaire et une évaluation des biens faisant l'objet de ces garanties, ainsi que tous les renseignements additionnels qui peuvent être requis par le ministre.

13. Within fifteen days following the expiry of each month, the Bureau shall make to the Minister of Industry and Commerce a detailed report of its operations for such month. Such report shall mention in particular all the loans, purchases and sales effected by the Bureau and the guarantees which it has granted, the amount of each of such operations, the nature and extent of the guarantees required or withheld, a summary description and a valuation of the property covered by such guarantees and any other information which the Minister may require.

Rapport annuel. **14.** L'Office doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre de l'industrie et du commerce un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

14. The Bureau shall, not later than the 30th of June in each year, submit to the Minister of Industry and Commerce a report on its activities for its previous fiscal year; such report shall also contain all the information which the Minister may prescribe.

Dépôt. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée législative si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Such report shall be laid before the Legislative Assembly if in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session.

Vérification annuelle. **15.** Les livres et les comptes de l'Office sont vérifiés chaque année par l'auditeur de la province et en outre chaque fois que le décreète le lieutenant-gouverneur en conseil; ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de l'Office.

15. The books and accounts of the Bureau shall be audited by the provincial auditor each year and also whenever so ordered by the Lieutenant-Governor in Council; his reports shall accompany the annual report of the Bureau.

SECTION II

DIVISION II

ASSISTANCE FINANCIÈRE AUX ENTREPRISES
MANUFACTURIÈRESFINANCIAL ASSISTANCE TO MANUFACTURING
ENTERPRISESPrêts au-
torisés.

16. L'Office peut, en vue de favoriser le développement de l'industrie manufacturière au Québec, consentir des prêts garantis par hypothèque, nantissement ou gage sur des biens-fonds ou de la machinerie ou de toute autre manière jugée appropriée pour l'une ou plusieurs des fins suivantes:

a) l'achat, la construction, l'amélioration ou l'agrandissement d'usines ou manufactures et l'achat des terrains requis pour l'exploitation de ces usines ou manufactures;

b) l'achat de machinerie, d'outillage et d'équipement destinés à l'exploitation d'usines ou manufactures, et leur installation;

c) l'amélioration ou la consolidation de la structure financière d'une entreprise manufacturière.

Garantie.

17. L'Office peut également garantir le remboursement total ou partiel de tout prêt, y compris les intérêts, fait en faveur du propriétaire d'une entreprise manufacturière.

Condi-
tion.

18. Lorsque l'Office accorde la garantie prévue à l'article 17, le gouvernement n'est lié que si cette garantie est contresignée par le ministre des finances.

Acquisi-
tions au-
torisées.

19. L'Office peut acquérir des immeubles ainsi que la machinerie, l'outillage et l'équipement requis pour l'exploitation d'usines ou manufactures, aux fins de les revendre ou de les louer, aux conditions qu'il juge appropriées, au propriétaire d'une entreprise industrielle qui s'est engagé préalablement à les acheter ou à les louer à ces conditions.

Approba-
tion re-
quise.

Les pouvoirs prévus au présent article ne peuvent être exercés qu'avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre de l'industrie et du commerce et aux conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Loans au-
thorized.

16. For the purpose of promoting the development of the manufacturing industry in Quebec, the Bureau may grant loans secured by hypothec, mortgage or pledge upon real property or machinery, or in any other manner deemed appropriate, for one or more of the following purposes:

(a) the purchase, construction, improvement or enlargement of workshops or manufactories and the purchase of the land required for operating such workshops or manufactories;

(b) the purchase and installation of machinery, tools and equipment for operating workshops or manufactories;

(c) the improvement or consolidation of the financial structure of a manufacturing enterprise.

Guaran-
tee.

17. The Bureau may also guarantee the repayment in whole or in part of any loan, including interest, made to the owner of a manufacturing enterprise.

Condi-
tion.

18. When the Bureau grants the guarantee provided for in section 17, the government shall not be bound unless such guarantee is countersigned by the Minister of Finance.

Acquisi-
tions au-
thorized.

19. The Bureau may acquire immovables and the machinery, tools and equipment required for operating workshops or manufactories, for the purpose of reselling or leasing the same, on such conditions as it deems appropriate, to the owner of an industrial enterprise who has previously bound himself to purchase or lease them upon such conditions.

Approval
required.

The powers contemplated in this section shall be exercised only with the previous approval of the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce and upon such conditions as the Lieutenant-Governor in Council determines.

Rensei-
gnements
requis.

20. Avant d'accorder l'assistance financière prévue aux articles 16, 17 et 19, l'Office doit s'assurer que l'assistance qu'il accorde:

a) favorisera le développement d'entreprises manufacturières qui contribueront au développement économique du Québec ou d'une de ses régions de la meilleure façon possible;

b) sera utilisée par une entreprise manufacturière dont la direction offre des garanties de compétence et d'efficacité;

c) ne peut être obtenue autrement à des taux et conditions raisonnables.

Soumis-
sions pu-
bliques.

21. L'Office ne peut, à moins d'avoir demandé des soumissions publiques, disposer des biens dont il prend possession par suite du défaut de leur propriétaire de remplir ses obligations.

SECTION III

RÈGLEMENTS

Régé-
menta-
tion.

22. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

a) déterminer les catégories d'entreprises industrielles, et les régions de la province à l'égard desquelles l'Office doit de préférence accorder une assistance financière, et les facteurs économiques et sociaux qui doivent guider l'orientation générale de ses activités;

b) établir le montant au delà duquel l'Office ne peut consentir un prêt ou accorder une garantie sans avoir obtenu l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil;

c) déterminer la nature et l'étendue des sûretés qui doivent être exigées ou retenues par l'Office lorsqu'il accorde une assistance financière;

d) déterminer le taux minimum d'intérêt que l'Office doit exiger lorsqu'il accorde une assistance financière.

Entrée en
vigueur.

Les règlements prévus au présent article entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

Régie in-
terne.

23. L'Office peut, sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements adoptés par le lieutenant-gouver-

20. Before granting the financial assistance provided for in sections 16, 17 and 19, the Bureau shall satisfy itself that the assistance which it grants:

Informa-
tion re-
quired.

(a) will promote the development of manufacturing enterprises which will contribute in the best possible way to the economic development of Quebec or of one of its regions;

(b) will be used by a manufacturing enterprise whose management ensures competence and efficiency;

(c) cannot be obtained otherwise at reasonable rates and on reasonable terms.

21. The Bureau shall not, unless it has called for public tenders, dispose of property of which it takes possession following default by the owner thereof to fulfil his obligations.

Public
tenders.

DIVISION III

REGULATIONS

22. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

Regula-
tions.

(a) determine the categories of industrial enterprises and the regions of the Province respecting which the Bureau must give priority in granting financial assistance, and the economic and social factors by which the general direction of its activities is to be guided;

(b) establish the amount in excess of which the Bureau cannot grant a loan or guarantee without obtaining the prior approval of the Lieutenant-Governor in Council;

(c) determine the nature and extent of the security which must be required or retained by the Bureau when it grants financial assistance;

(d) determine the minimum rate of interest which the Bureau must require when it grants financial assistance.

The regulations contemplated in this section shall come into force on the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, or on such later date as is fixed therein.

Coming
into force.

23. The Bureau may, subject to this act and the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under

Internal
manage-
ment.

neur en conseil en vertu de l'article 22, faire des règlements pour sa régie interne, y compris le quorum aux assemblées de ses membres, l'établissement d'un comité exécutif et la délégation à ce comité d'une partie des pouvoirs de l'Office, ainsi que pour l'exécution de la présente loi.

Approba-
tion.

Les règlements de l'Office n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

section 22, make by-laws for its internal management, including the quorum at meetings of its members, the establishment of an executive committee and the delegation to such committee of a portion of the powers of the Bureau, and for the carrying out of this act.

The by-laws of the Bureau shall come into force only after approval by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

SECTION IV

CONFLITS D'INTÉRÊT

Opéra-
tions in-
terdites.

24. Il est interdit à l'Office de faire une opération financière avec un de ses membres ou un de ses fonctionnaires ou avec le conjoint ou l'enfant de l'un d'eux.

Idem.

25. Il est interdit à l'Office de faire une opération financière avec une compagnie dont un administrateur est conseiller législatif ou député à l'Assemblée législative et de prendre en garantie des titres émis par une telle compagnie sauf s'il s'agit d'actions d'une compagnie dont les actions sont inscrites à une bourse reconnue par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Idem.

26. Il est interdit à l'Office de faire une opération financière avec une entreprise à laquelle est lié un de ses fonctionnaires ou employés, un de ses membres, un conseiller législatif ou un député à l'Assemblée législative.

Personnes
liées.

27. 1. Aux fins de l'article 26, sont des personnes liées:

- a) des particuliers unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;
- b) une société et une personne qui en fait partie ou à laquelle un ou plusieurs associés sont ainsi unis ou par laquelle ont été avancés plus de la moitié des biens dont elle dispose;
- c) une compagnie et une personne sous la dépendance directe ou indirecte de laquelle elle est ou dont celle-ci possède plus de la moitié du capital-actions ou à laquelle celle-ci a fourni par prêt ou autrement plus de la moitié des biens dont elle dispose pour ses affaires;

DIVISION IV

CONFLICT OF INTEREST

24. The Bureau shall not make any financial transaction with any of its members or officers or with the spouse or child of any of them.

Transac-
tions pro-
hibited.

25. The Bureau shall not make any financial transaction with a company of which a director is a member of the Legislative Council or of the Legislative Assembly or take as security any securities issued by any company, except shares of a company whose shares are listed on a stock exchange recognized by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Quebec Securities Commission.

Idem.

26. The Bureau shall not make any financial transaction with an enterprise to which any of its officers, employees or members, or any member of the Legislative Council or of the Legislative Assembly, is related.

Idem.

27. (1) For the purposes of section 26, the following shall be related persons:

Related
persons.

- (a) individuals connected by blood relationship, marriage or adoption;
- (b) a partnership and an individual who is a member thereof or with whom one or more partners are so connected or by whom more than one-half of its available property has been advanced;
- (c) a company and an individual who directly or indirectly controls it or who holds more than one-half of its capital stock or who has provided it, by loan or otherwise, with more than one-half of the property which it has available for its business;

d) les compagnies sous la dépendance directe ou indirecte d'une même personne ou d'un même groupe de personnes;

e) une compagnie et une personne faisant partie d'un groupe de personnes liées ayant cette compagnie sous leur dépendance directe ou indirecte.

Personnes unies.

2. Aux fins du présent article:

a) des personnes sont unies par le lien du sang si l'une descend de l'autre ou est son frère ou sa soeur;

b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang; et

c) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, en droit ou de fait, comme enfant de l'autre ou comme enfant d'une personne unie à l'autre par les liens du sang autrement qu'à titre de frère ou soeur.

(d) companies directly or indirectly controlled by the same person or group of persons;

(e) a company and a person who is one of several related persons by whom such company is directly or indirectly controlled.

(2) For the purposes of this section:

Persons connected by blood etc.

(a) persons are connected by blood relationship if one is the descendant of the other or is his brother or sister;

(b) persons are connected by marriage if one is married to the other or to a person connected with the other by blood relationship; and

(c) persons are connected by adoption if one has been adopted legally or in fact as the child of the other or as the child of a person connected with the other by blood relationship otherwise than as brother or sister.

Renseignements confidentiels.

28. Il est interdit à un fonctionnaire ou employé de l'Office, à un de ses membres ou à une personne qui lui rend des services ou qui est associée à ses activités d'utiliser, pour faire une autre opération financière pour son propre compte, un renseignement obtenu sur les opérations de l'Office.

28. No officer, employee or member of the Bureau, or person who performs services for it or is associated with its activities, shall make use, for carrying out any other financial transaction on his own account, of any information received respecting the operations of the Bureau.

Confidential information.

Contrôle.

L'Office peut, par règlement, prescrire des dispositions accessoires ou des mesures de contrôle pour assurer l'observation du présent article.

The Bureau may, by by-law, prescribe accessory provisions or means of verification in order to ensure compliance with this section.

Verification.

Déclaration exigée des membres de l'Office.

29. Chaque membre de l'Office doit, lors de son entrée en fonctions et annuellement par la suite, communiquer au ministre de l'industrie et du commerce et à l'Office la liste des intérêts qu'il détient dans des compagnies de même que la liste de tels intérêts que détient son conjoint avec un relevé de toutes opérations ayant modifié ces listes dans le cours de l'année.

29. Every member of the Bureau shall, at the time he assumes his duties and every year thereafter, forward to the Minister of Industry and Commerce and to the Bureau a list of his interests in any companies and a list of such interests as his spouse may have together with a statement of all transactions which have changed such lists during the year.

Declaration required from members of the Bureau.

Id., des fonctionnaires.

Tout fonctionnaire de l'Office est assujéti au présent article dans les cas prévus par règlement de l'Office ou sur demande écrite du directeur général.

Every officer of the Bureau shall be subject to this section in the cases provided for by the by-laws of the Bureau or on written request of the general manager.

Id., from officers.

Renseignements confidentiels.

Les renseignements fournis en vertu du présent article sont confidentiels et il est interdit de les communiquer ou de permettre qu'ils soient communiqués à une personne qui n'y a pas légalement droit.

Information furnished under this section shall be privileged and no one shall communicate such information or allow it to be communicated to any person not legally entitled thereto.

Privileged information.

SECTION V

DIVISION V

DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET DIVERSES

FINANCIAL AND MISCELLANEOUS PROVISIONS

Deniers
requis.

30. Le ministre des finances verse à l'Office, à sa demande, les deniers requis pour l'application des articles 16 et 19.

30. The Minister of Finance shall pay to the Bureau, at its request, the money required for the carrying out of sections 16 and 19.

Limite.

Le montant total de ces versements et des garanties données par l'Office conformément à l'article 17 ne peut excéder, pour l'année financière 1967-1968, la somme de cinq millions de dollars et pour chacune des quatre années financières subséquentes, la somme de dix millions de dollars.

The total amount of such payments and of the guarantees given by the Bureau in accordance with section 17 shall not exceed, for the fiscal year 1967-1968, the sum of five million dollars and for each of the four subsequent fiscal years, the sum of ten million dollars.

Fonds
consolidé.

Les sommes requises pour ces versements sont prises, pour lesdites années financières, sur le fonds consolidé du revenu.

The sums required for such payments shall be taken, for the said fiscal years, out of the consolidated revenue fund.

Idem.

31. Les deniers requis pour l'exécution des garanties données en vertu de l'article 17 et contresignées conformément à l'article 18 sont pris à même le fonds consolidé du revenu.

31. The moneys required for the execution of the guarantees given under section 17 and countersigned in accordance with section 18 shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Dépenses
d'adminis-
tration.

32. Les dépenses d'administration de l'Office sont payées pour l'année financière 1967-1968 à même le fonds consolidé du revenu et pour les années subséquentes à même les sommes votées annuellement à cette fin par la Législature.

32. The administrative expenses of the Bureau shall be paid for the fiscal year 1967-1968 out of the consolidated revenue fund and for subsequent years out of the sums voted annually for such purpose by the Legislature.

Sommes
provenant
des opéra-
tions.

33. L'Office verse au ministre des finances toutes les sommes provenant de ses opérations; ces versements sont portés au fonds consolidé du revenu.

33. The Bureau shall pay to the Minister of Finance all amounts derived from its operations; such payments shall be credited to the consolidated revenue fund.

Exécu-
tion de la
loi.

34. Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution de la présente loi.

34. The Minister of Industry and Commerce shall have charge of the carrying out of this act.

S.R., c.
175, a. 3,
mod.

35. L'article 3 de la Loi des fonds industriels (Statuts refondus, 1964, chapitre 175) est modifié en remplaçant, dans les onzième et douzième lignes, les mots « ou construire des immeubles » par les mots « des terrains ».

35. Section 3 of the Industrial Funds Act (Revised Statutes, 1964, chapter 175) is amended by replacing the words "or to erect immovables" in the eleventh line by the word "lands".

Restriction.

36. L'article 35 est sans effet jusqu'au 1er février 1968 dans le cas d'une municipalité qui aura adopté un règlement

36. Section 35 shall have no effect until the 1st of February 1968 in the case of a municipality that has made a loan

d'emprunt conformément à l'article 3 de la Loi des fonds industriels avant le 1er novembre 1967.

by-law in accordance with section 3 of the Industrial Funds Act before the 1st of November 1967.

Entrée en
vigueur.

37. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

37. This act shall come into force on the day of its sanction. ^{Coming}
into force.